



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Arrêté n° 283/2022/DREAL/UD88 du 31 MARS 2022

**Modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la SAGRAM
sur la commune du THOLY**

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre Nationale du Mérite,

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 modifié autorisant la société SAGRAM à exploiter une carrière et une installation de traitement de matériaux au THOLY ;
- Vu la demande du 06 novembre 2018 complétée le 21 février 2019 et le 24 juillet 2020 transmis par la société SAGRAM dont le siège social est situé 14 rue de la Prairie 88190 GOLBEY, sollicitant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière sise sur la commune du THOLY ;
- Vu le rapport du 08 avril 2021 de l'inspection des installations classées jugeant que la demande de renouvellement de la carrière du THOLY est une modification notable non substantielle ;
- Vu les compléments transmis le 11 juin 2021 par la société SAGRAM dont le siège social est situé 14 rue de la Prairie 88190 GOLBEY ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 14 mars 2022 de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté transmis à la société SAGRAM, le 16 mars 2022 ;
- Vu les observations présentées par la société SAGRAM sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 16 mars 2022 ;
- Considérant que la demande de renouvellement a été sollicitée conformément à l'article R. 181-49 du livre I du code de l'environnement ;
- Considérant que la demande de renouvellement a été jugée comme une modification notable et non substantielle ;
- Considérant que les dangers et inconvénients générés par la carrière et ses installations annexes pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 modifié et par le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

TITRE 1 – CONDITION D'EXPLOITATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 modifié autorisant la société SAGRAM à exploiter une carrière et une installation de traitement au THOLY est modifié comme suit :

ARTICLE 1.1.2. ABROGATION

L'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 modifié est abrogé et remplacé par les prescriptions du titre 2 du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 1.1.3. DURÉE DE L'AUTORISATION

Le 2ème alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 modifié est modifié et complété comme suit :

L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 11 avril 2035. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

ARTICLE 1.1.4. PRODUCTION ANNUELLE

La production annuelle défini dans le tableau de l'article de 2 de l'arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 modifié est modifié comme suit

La production annuelle maximale est limitée à 149 000 tonnes.

ARTICLE 1.1.5. PHASAGE DE L'EXPLOITATION

L'article 5.3 de l'arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 modifié est complété comme suit :

Le phasage d'exploitation, pour la période de 2025 à 2035, reporté sur le plan en annexe du présent arrêté doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au Préfet des Vosges.

TITRE 2 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 2.1.1. GÉNÉRALITÉS

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 2.1.2 ci-dessous.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 2.1.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

- 383 954 euros T.T.C, pour la période de 2020 à 2025 ;
- 385 283 euros T.T.C, pour la période de 2025 à 2030 ;
- 421 875 euros T.T.C, de 2030 jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Ces montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

[nov 2021] TP01 (base 2010) = 118,8

Indice raccordement à l'indice TP01 (référence 100 en janvier 1975) = 6,5345

TVA = 20,0 %.

ARTICLE 2.1.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Avant tous travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 2.1.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.1.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

ARTICLE 2.1.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période égale à cinq ans maximum, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 2.1.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.1.3 du présent arrêté.

ARTICLE 2.1.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 2.1.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

ARTICLE 2.1.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

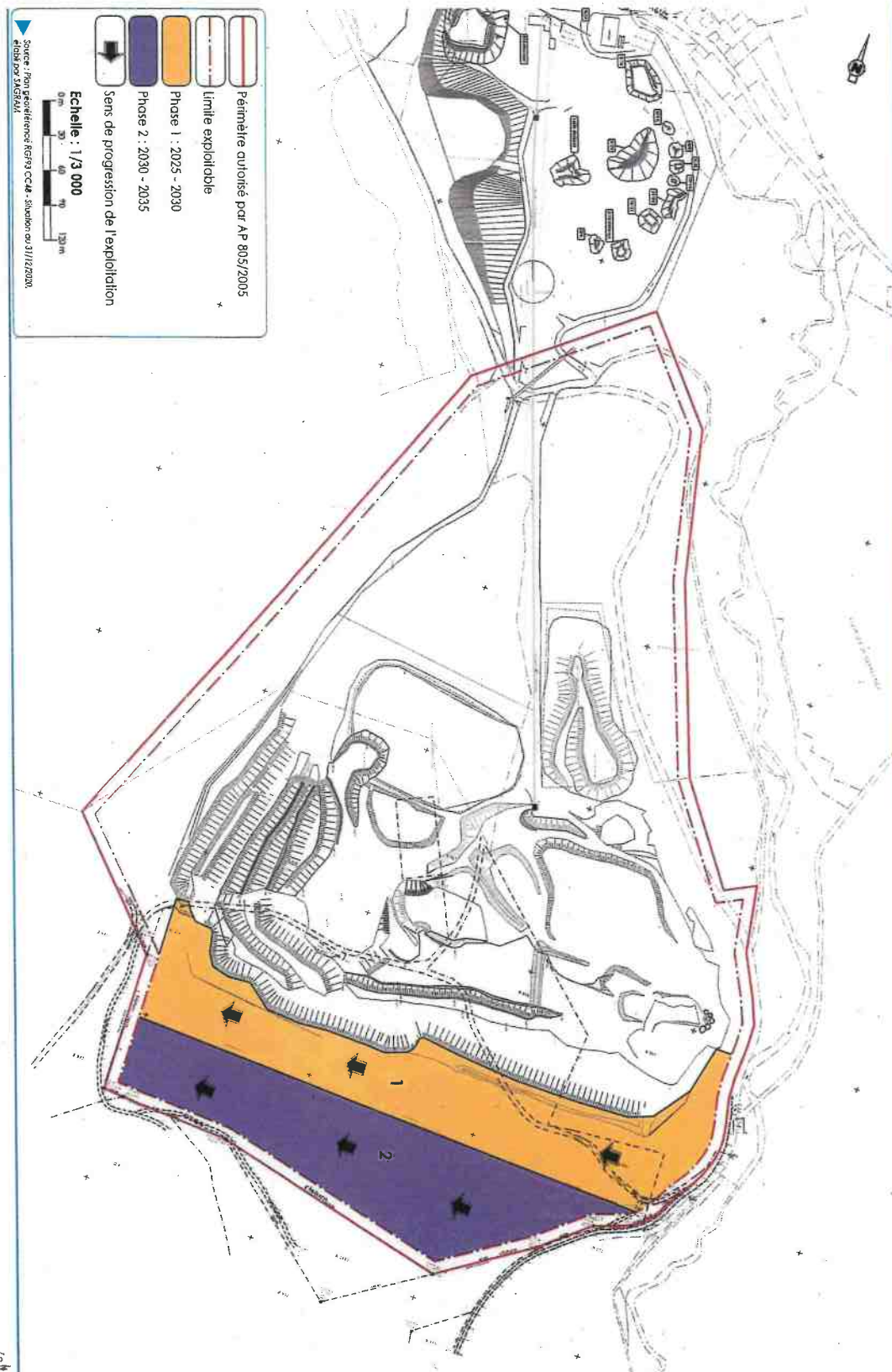
Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-74 et R. 512-39-1 à R. 512-39-3, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Plan de Phasage

SAGRAM ► PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION



TITRE 3 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAGRAM, et dont copie sera adressée à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges et au maire du THOLY et pourra y être consultée.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois et publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le 31 MARS 2022

Le Préfet,

Par délévation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités fixées à l'article R. 181-50 du code de l'environnement.